



**Centre Régional
d'Etudes et d'Actions
sur les Inadaptations
et les handicaps**

A propos de ...

N°35 – Mars 2011

La scolarisation des enfants et adolescents handicapés en Bretagne à la rentrée 2010

Avec la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la scolarisation est à rechercher au plus près du droit commun.

Le nombre d'élèves en scolarisation collective continue de croître : 1 740 élèves en CLIS et 900 en ULIS à la rentrée 2010 (contre respectivement 1 576 et 558 à la rentrée 2007).

Mais c'est surtout la scolarisation individuelle qui progresse : 1 053 enfants bénéficient d'un accompagnement par un AVS (contre 702 à la rentrée 2007) et 2220 d'un accompagnement par un EVS-ASEH

Les SESSAD, dont une des missions concerne le soutien à l'intégration scolaire, voient leur nombre de places augmenter. Tandis qu'en établissement médico-social se développent la scolarisation à temps partagée (IME/CLIS, IME/ULIS) ou des temps de classes dans les locaux de l'Education nationale.

Les disparités départementales perdurent en matière de dispositifs de scolarisation des élèves handicapés : ainsi, l'Ille-et-Vilaine présente un faible nombre de CLIS au regard des autres départements bretons et de sa population et, à l'inverse, un nombre important d'AVS et d'EVS-ASEH.

**Rachelle LE DUFF
Conseillère Technique
CREAI de Bretagne**

En mars 2004, la publication « A propos de ... » dressait un état des lieux de la scolarisation des enfants et adolescents handicapés en Bretagne. Depuis, la loi du 11 février 2005 a été promulguée et a établi un nouveau cadre : inscription dans l'établissement scolaire de référence, nomination des enseignants référents, mise en place des projets personnalisés de scolarisation (PPS), mise en place des unités d'enseignement. Après une première actualisation de ces données en juin 2009 (état des lieux à la rentrée 2008), ce numéro propose une nouvelle photographie à la rentrée 2010, après un rappel de l'évolution du cadre légal.

A – Un nouveau cadre pour la scolarisation des enfants handicapés défini par la loi 2005-102

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a redéfini le cadre de l'obligation scolaire applicable aux enfants et aux adolescents présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé. Le parcours de formation des élèves handicapés s'effectue en priorité en milieu scolaire ordinaire (Art 1^{er} du décret n°2005-1752). Avec ses décrets, la scolarisation recouvre désormais de multiples modalités à partir d'un principe que tout enfant présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école ou dans l'établissement d'enseignement le plus proche de son domicile, lequel constitue alors son établissement de référence.

Si le recours à un établissement de référence est désormais la norme, des adaptations sont toutefois mises en place en fonction des besoins. Ainsi, lorsque dans le cadre de son projet personnalisé, le jeune doit recevoir sa formation au sein de dispositifs adaptés*, il peut être inscrit dans une autre école ou un autre établissement scolaire.

En outre, il reste inscrit dans son établissement scolaire de référence lorsqu'il est accueilli dans l'un des établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social (IME, IMPro, IEM...) aux enfants et adolescents handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation. Sa scolarité peut alors s'effectuer :

- soit dans l'unité d'enseignement de l'établissement dans lequel il est accueilli,
- soit à temps partagé dans cette unité d'enseignement et dans son établissement scolaire de référence,
- soit à temps partagé dans cette unité d'enseignement et dans l'une des écoles ou l'un des établissements scolaires avec lesquels l'établissement d'accueil met en œuvre une coopération.

(*) « classes d'inclusion scolaire » (CLIS) ou « Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire » (ULIS), ou éventuellement « sections d'enseignement général et professionnel adapté » (SEGPA) ou « établissements régionaux d'enseignement adapté » (EREA).

Scolarisation des jeunes en situation de handicap

			Pour tous :	Inscription dans l'établissement scolaire de référence							
SCOLARITE		Lieux de scolarisation (unique ou multiple)			Etablissements scolaires			Familles		Unités d'enseignement	
					Classes « ordinaires » • Sections pré-élémentaires • Ecole • Collège • Lycée • Enseignement supérieur Sans accompagnement en classe Avec accompagnement en classe		Enseignement adapté • SEGPA • EREA	Intégration scolaire collective • CLIS • ULIS	La famille peut être amenée à prendre en charge tout ou partie de la scolarisation d'un enfant lors d'une année scolaire	Les établissements sanitaires peuvent disposer de moyens d'enseignement	IME, ITEP, IEM, EEAP, IESDV/A,
	Type de scolarisation			Intégration individuelle			Intégration collective	Hors établissement scolaire			
				Intégration scolaire						Ou classes délocalisées dans les établissements scolaires	
	AUTRE PRISE EN CHARGE	ACCOMPAGNEMENT	Accompagnement éducatif et pédagogique (enseignants spécialisés éducateurs spécialisés aides, etc.)	Accompagnement rééducatif ou thérapeutique (orthophoniste, psychomotriciens, etc.)	Auxiliaires de vie scolaire (AVS) Emploi vie scolaire (EVS)			Cours CNED		Ces établissements intègrent des dimensions pédagogiques, éducatives, rééducatives et thérapeutiques	
					Aides éducateurs						
					(aménagements matériels)						
					Maîtres spécialisés itinérants			Service d'assistance pédagogique à domicile	Possibilité d'accompagnement pédagogique ou éducatif		
					RASED						
					SESSAD			Les dimensions rééducatives ou thérapeutiques fondent l'objet des établissements sanitaires			
					CAMSP						
					CMPP						
					Praticiens libéraux						
Médecins scolaires											

Source : actualisation du tableau réalisé par la DREES. Etudes et résultats. N°216-janvier 2003.

Le Parcours de formation fait l'objet d'un **Projet personnalisé de scolarisation (PPS)**, un des éléments du Plan de compensation. Le PPS organise la scolarité de l'élève handicapé, il assure la cohérence et la qualité des accompagnements et des aides nécessaires : accompagnement thérapeutique ou rééducatif, attribution d'un auxiliaire de vie scolaire ou de matériels pédagogiques adaptés, aide aux équipes pédagogiques par un emploi vie scolaire. Il est élaboré à partir d'une évaluation des compétences par **l'équipe pluridisciplinaire** de la **Commission des Droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH)** au sein de la **Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)** (sur la base notamment des observations réalisées par l'équipe de suivi de la scolarisation).

L'équipe de suivi de la scolarisation qui comprend tous les intervenants concernés ainsi que les parents d'élèves a désormais l'obligation de se réunir au moins une fois par an pour faire le point sur le parcours de chaque élève.

Un **enseignant référent**, désigné par l'Inspecteur d'académie, est nommé auprès de chaque élève handicapé. Il assure, sur l'ensemble du parcours de formation, la permanence des relations avec l'élève, ses parents et réunit l'équipe de suivi de scolarisation.

A la rentrée 2010, la Bretagne enregistre **62 emplois d'enseignants référents** contre 56 à la rentrée 2010 (tableau 1).

B - Les jeunes handicapés scolarisés dans un établissement scolaire.

La scolarisation d'enfants et d'adolescents handicapés au sein d'établissements scolaires qui ne leur sont pas strictement dédiés peut être partielle ou totale, accompagnée ou non d'une aide humaine. Elle peut alors prendre la forme d'une **scolarisation individuelle** en classe « ordinaire » ou en adaptation scolaire (SEGPA ou EREA non spécialisé) ou d'une **scolarisation collective** (en CLIS ou en ULIS) dans des classes dédiées aux élèves en situation de handicap.

Plus de 6 560 jeunes handicapés en scolarisation individuelle à la rentrée, soit une progression de 39 % en 5 ans.

A la rentrée 2010, plus de 6 560 élèves en situation de handicap **étaient inscrits en scolarisation individuelle** (dans une classe ordinaire ou d'adaptation) d'un établissement ordinaire (tableau 2). Ainsi, au cours des 5 dernières années, ce nombre a progressé de 39 % (4 725 élèves à la rentrée 2005, Tableau 3).

Ces jeunes peuvent bénéficier d'un soutien spécifique (auxiliaire de vie scolaire, SESSAD, etc.).

Dans les faits, **la scolarisation individuelle recouvre des réalités très diverses**, allant de la scolarisation à temps plein à la présence dans la classe uniquement quelques heures par semaine, la prise en charge pouvant se faire en établissement médico-éducatif le reste du temps.

L'enseignement adapté (SEGPA ou EREA) comme mode de scolarisation d'élèves en situation de handicap

L'enseignement adapté s'adresse à des élèves qui présentent de graves difficultés scolaires ou sociales, dont notamment les enfants handicapés. Ces derniers sont alors accueillis en collèges dans des sections d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) ou dans des établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA).

Il permet à ces élèves de poursuivre leurs études en vue d'obtenir un diplôme de niveau V (certificat

d'aptitude professionnelle, brevet d'études professionnelles ou niveau équivalent), principalement en lycée professionnel ou en centre de formation d'apprentis.

Les SEGPA sont des unités spécifiques, annexées principalement à des collèges. Elles accueillent initialement des enfants dits « déficients intellectuels légers », mais depuis les années 1990, les enfants entrant en SEGPA sont issus non plus majoritairement des classes de perfectionnement et des CLIS, mais des classes de CM2. A la rentrée 2010, la Bretagne comptait 63 SEGPA contre 57 à la rentrée 2003 (tableau et 4)*.

A la différence des SEGPA, les EREA sont des établissements spécialisés dans leur globalité. Ils reçoivent des élèves qui ne peuvent fréquenter les classes ordinaires d'enseignement général ou professionnel. La Bretagne disposait de 5 EREA à la rentrée 2010 (tableau 4).

* A Propos de ... n°28 de juin 2009 et actualisation des données du Tableau de bord social et médico-social en ligne sur le site du CREAL Bretagne prévue en juin 2011.

T 1 : Effectifs d'emplois d'enseignants référents à la rentrée 2008 et à la rentrée 2010

	Rentrée 2008		Rentrée 2010	
	Nb d'emplois d'enseignants référents	Nb d'élèves handicapés par enseignant référent	Nb d'emplois d'enseignants référents	Nb d'élèves handicapés par enseignant référent
Côtes-d'Armor	12 (9 public + 3 privé) (10 en 2007)	190 en moyenne	13 (10 public + 3 privé)	210 en moyenne
Finistère	18 (13 public + 5 privé) (17,5 en 2007)	130 en moyenne	19 (13 public + 6 privé)	135 en moyenne
Ille-et-Vilaine	15 (13 public + 2 privé) (15 en 2007)	200 en moyenne	17 (14 public + 3 privé)	200 en moyenne
Morbihan	11 (7 public + 4 privé) (9 en 2007)	170 en moyenne	13 (8 public + 5 privé)	en moyenne 240 pour le public et 186 dans le privé
Bretagne	56 (42 public + 14 privé)		62 (45 public + 17 privé)	

Source : Rectorat d'Académie de Rennes au 27/09/2010

T 2 : Les différents modes de scolarisation des élèves en situation de handicap à la rentrée 2010

	Elèves handicapés 1er degré		Elèves handicapés 2nd degré		Nombre d'élèves handicapés scolarisés	Dont % d'élèves handicapés scolarisés		
	Inclusion collective	Inclusion individuelle	Inclusion collective	Inclusion individuelle		Ensemble	Dans le public	Dans le privé
IA 22	329	798	174	578	1 879	1,8	1,9	1,5
	1 127		752					
IA 29	565	1 229	250	441	2 485	1,5	1,7	1,3
	1 794		691					
IA 35	477	1 759	270	586	3 092	1,6	1,8	1,3
	2 236		856					
IA 56	366	776	205	397	1 744	1,3	1,5	1,1
	1 142		602					
Académie	1 737	4 562	899	2 002	9 200	1,6	1,7	1,3
	6 299		2 901					

Sources : Rectorat d'Académie de Rennes au 27/09/2010

T 3 : Les différents modes de scolarisation des élèves en situation de handicap en 2005-2006

Niveaux d'enseignements	Etablissements scolaires						Etablissements médico-éducatifs et hospitaliers			Total
	Total	Scolarisation individuelle				Scolarisation collective dans des CLIS et UPI	Total	Médico-éducatifs	Hospi- taliers	
		Total	Enseignement dans des classes ordinaires	Enseignement adapté						
				Dont SEGPA	Dont EREA					
Premier degré	4 270	2 754	2 754			1 516	2 933	2 655	278	7 203
Préélémentaire	827	760	760			67	759	640	119	1 586
Elémentaire	3 443	1 994	1 994			1 449	2 174	2 015	159	5 617
Second degré	2 352	1 971	Collège : 1 077 Lycée : 665	202	27	381 (UPI)	395	285	110	3 128
Indifférencié							592	517	75	592
Total 1er et 2nd degrés	5 957	4 725	3 831	202	27	1 897	3 920	3 457	463	10 923

Source : exploitation DREES à partir des enquêtes n°3,12 et 32 (DEPP) ; DGES

T4 : Répartition départementale des SEGPA et EREA

	SEGPA					EREA				
	2003/2004		2008/2009		2010	2003/2004		2008/2009		2010
	Nb SEGPA	Nb élèves	Nb SEGPA	Nb élèves	Nb SEGPA	Nb EREA	Nb élèves	Nb EREA	Nb élèves	Nb EREA
Côtes d'Armor	13	813	11	771	11	1	104	1	90	1
Finistère	16	1 073	16	Non renseigné	16	1	155	1	Non renseigné	1
Ille-et-Vilaine	17	1 450	18	1 445	18	2	155	2	109	2
Morbihan	11	997	17	971	18	1	126	1	91	1
Bretagne	57	4 333	62	Non renseigné	63	5	488	5	Non renseigné	5

Sources : IEN-ASH des quatre départements bretons

Attention : Les nombres d'élèves présentés ci-dessus correspondent aux effectifs de ces classes, l'ensemble de ces élèves n'étant pas en situation de handicap.

Le nombre d'élèves dans les dispositifs de scolarisation collective continue de croître.

Les dispositifs collectifs de l'Éducation nationale sont une des modalités de scolarisation lorsque la scolarisation individuelle n'est pas adaptée aux besoins de l'enfant ou de l'adolescent handicapé. Il s'agit des Classes d'inclusion scolaire (CLIS)¹ pour le premier degré et des Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire (ULIS) pour le second degré.

Les CLIS ont vocation à accueillir dans certaines écoles élémentaires, ou exceptionnellement en maternelle, des élèves présentant un handicap mental (CLIS 1), auditif (CLIS 2), visuel (CLIS 3) ou moteur (CLIS 4). L'effectif de chaque classe est limité à 12 élèves. A la rentrée 2010, près de 1740 élèves étaient inscrits dans les 158 CLIS en Bretagne contre 1 645 en 2008 dans 157 CLIS et 1 341 à la rentrée 2003 (tableaux 5 et 7).

Des disparités départementales sont enregistrées en matière de dispositifs de scolarisation collective (tableau 5) : en effet, l'Ille-et-Vilaine se différencie des autres départements bretons par un faible nombre de CLIS, au regard de sa population.

Dans le second degré, les élèves sont accueillis dans des unités (ULIS). Les UPI ont été créées en 1995 dans certains collèges en complément d'autres formes d'accueil, afin de permettre des regroupements

pédagogiques d'adolescents de 11 à 16 ans présentant un handicap mental. Ces élèves, issus de la filière scolaire ordinaire (collèges, lycées) ou sortis du système scolaire, peuvent bénéficier de périodes d'alternance, même partielles, dans des classes ordinaires. En 2001, la circulaire du 21 février a étendu le principe de leur création au bénéfice d'élèves présentant des déficiences sensorielles ou motrices et a encouragé leur mise en place non seulement en collège mais également en lycée, notamment en lycées professionnels (UPI pro). La circulaire du 18 juin 2010 "Dispositif collectif au sein d'un établissement du second degré", qui se substitue à la circulaire précédente du 21 février 01, apporte notamment :

- un progrès dans la qualification des ULIS,
- des précisions sur leur fonctionnement interne (coordonnateur),
- une attention portée au devenir professionnel des jeunes.

A la rentrée 2010, près de 900 élèves étaient inscrits dans les 98 ULIS bretonnes contre 701 élèves dans les 75 UPI en 2008 et 252 à la rentrée 2003 (tableaux 6 et 8).

Les quatre départements bretons disposent d'au moins une ULIS pro.

Les élèves en intégration collective peuvent également bénéficier d'un soutien individuel, par un AVS ou par un SESSAD.

¹ Circulaire n° 2009-087 du 17 juillet 2009 relative à la scolarisation des élèves handicapés à l'école primaire ; actualisation de l'organisation des classes pour l'inclusion scolaire (CLIS)

T5 : Evolution de la répartition départementale des CLIS

	2003/2004		2008/2009		Rentrée 2010	
	Nb de CLIS	Nb d'élèves	Nb de CLIS	Nb d'élèves	Nb de CLIS	Nb d'élèves
Côtes d'Armor	21	225	29 (25 Public + 4 Privé)	306 élèves (276 Public + 30 Privé)	30 (25+5)	329 (278+51)
Finistère	61	632	61 (49 Public + 12 Privé)	578 élèves (475 Public + 103 Privé)	54 (43+11)	559 (445+114)
Ille-et-Vilaine	24	244	37 (27 Public + 10 Privé)	423 élèves (308 Public + 115 Privé)	40 (29+11)	477 (342+135)
Morbihan	21	240	30 (19 Public + 11 privé)	338 élèves (218 Public + 120 Privé)	32 (20+12)	71 (227+139)
Bretagne	127	1 341	157 (120 public + 37 Privé)	1 645 élèves (1 277 Public + 368 Privé)	156 (117+39)	1 731 (1 292+439)

Sources : IEN-ASH des quatre départements bretons ; Rentrée 2010 = Rectorat d'Académie de Rennes au 27.09.2010 (sauf pour les TFC du Finistère)

T6 : Evolution de la répartition départementale des ULIS

	2003/2004		2008/2009		Rentrée 2010	
	Nb d'UPI	Nb d'élèves	Nb d'UPI	Nb d'élèves	Nb d'ULIS	Nb d'élèves
Côtes d'Armor	4	40	14 (11 Public + 3 Privé) dont 2 en UPI Pro	115 élèves (101 Public + 14 Privé) dont 16 en UPI Pro	19 (14+5)	174 (134+40)
Finistère	7	63	20 (13 Public + 7 Privé) dont 2 en UPI Pro	195 élèves (138 Public + 57 privé) dont 11 en UPI Pro	28 (18+10)	250 (168+82)
Ille-et-Vilaine	9	81	24 (17 Public + 7 Privé)	237 élèves (158 Public + 79 Privé)	28 (18+10)	270 (177+93)
Morbihan	8	68	17 (7 Public + 10 Privé) dont 2 LP	154 (58 Public + 96 Privé)	23 (10+13)	205 (89+116)
Bretagne	28	252	75 (48 Public + 27 Privé)	701 élèves (455 Public + 246 Privé)	98 (60+38)	899 (568+331)

Sources : IEN-ASH des quatre départements bretons ; Rentrée 2010 = Rectorat d'Académie de Rennes au 27.09.2010

N.B. : L'Ille et Vilaine dispose d'une ULIS mixte (TFC/TFM) à St Malo en collège. Elle est comptée en TFC pour le nombre d'ULIS mais ses élèves sont répartis entre TFC et TFM.

T 7 : Répartition départementale des CLIS par type de CLIS (Premier degré) à la rentrée 2010 :

	Côtes d'Armor		Finistère		Ille-et-Vilaine		Morbihan		Académie	
	Nb CLIS	Nb d'élèves	Nb CLIS	Nb d'élèves	Nb CLIS	Nb d'élèves	Nb CLIS	Nb d'élèves	Nb CLIS	Nb d'élèves
TFC (Troubles importants des fonctions cognitives)	29 (24 +5)	325 (274+51)	46 (36+10)	485 (384+101)	38 (27+11)	460 (325+135)	30 (18+12)	353 (214+139)	143 (105+38)	1 623 (1 197+426)
TED	-	-	4 (4+0)	32 (32+0)	1 (1+0)	9 (9+0)	1 (1+0)	8 (8+0)	6 (6+0)	49 (49+0)
TFM (motrices)	-	-	-	-	1 (1+0)	8 (8+0)	-	-	1 (1+0)	8 (8+0)
TFA (auditives)	-	-	2 (2+0)	16 (16+0)	-	-	-	-	2 (2+0)	16 (16+0)
TFV (visuelles)	1 (1+0)	4 (4+0)	-	-	-	-	1 (1+0)	5 (5+0)	2 (2+0)	9 (9+0)
TMA	-	-	2 (1+1)	26 (13+13)	-	-	-	-	2 (1+1)	26 (13+13)
Total	30 (25+5)	329 (278+51)	54 (43+11)	559 (445+114)	40 (29+11)	477 (342+135)	32 (20+12)	366 (227+139)	156 (117+39)	1 731 (1 292+439)

Source : Rectorat d'Académie de Rennes au 27.09.2010, sauf pour les CLIS TFC du Finistère

Note de lecture : 30 (25+5) CLIS dans les Côtes d'Armor se lit 30 CLIS dont 25 public et 5 privé

T8 : Répartition départementale des UPI par type d'ULIS (Second degré) à la rentrée 2010 :

	Côtes d'Armor		Finistère		Ille-et-Vilaine		Morbihan		Académie	
	Nb ULIS	Nb d'élèves	Nb ULIS	Nb d'élèves	Nb ULIS	Nb d'élèves	Nb ULIS	Nb d'élèves	Nb ULIS	Nb d'élèves
TFC	19 (14+5)	174 (134+40)	28 (18+10)	250 (168+82)	24 (15+9)	230 (145+85)	24 (9+13)	199 (83+116)	93 (56+37)	853 (530+323)
TED	-	-	-	-	-	-	1+0	6+0	1+0	6+0
TFM	-	-	-	-	1+1	12+8	-	-	1+1	12+8
TFA	-	-	-	-	1+0	12+0	-	-	1+0	12+0
TFV	-	-	-	-	1+0	8+0	-	-	1+0	8+0
TMA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	19 (14+5)	174 (134+40)	28 (18+10)	250 (168+82)	28 (18+10)	270 (177+93)	23 (10+13)	205 (89+116)	98 (60+38)	899 (568+331)

Source : Rectorat d'Académie de Rennes au 27.09.2010

N.B. : L'Ille et Vilaine dispose d'une ULIS mixte (TFC/TFM) à St Malo en collège. Elle est comptée en TFC pour le nombre d'ULIS mais ses élèves sont répartis entre TFC et TFM.

Les diverses formes d'accompagnement à la scolarisation en milieu ordinaire

La scolarisation peut être facilitée par un soutien spécifique adapté aux besoins de l'élève. Ce dernier peut bénéficier du soutien d'un enseignant spécialisé pour les matières où il éprouve des difficultés. Depuis 2001, des matériels pédagogiques adaptés sont mis à la disposition de l'élève.

• Forte croissance du nombre d'AVS

L'élève peut aussi bénéficier d'un **auxiliaire de vie scolaire (AVS)** dont les interventions sont définies en concertation avec l'enseignant (aide pour l'écriture, installation de matériel au sein de la classe, accompagnement lors des repas, des interclasses, des sorties scolaires ou lors d'activités physiques ou sportives, etc.). L'AVS peut également être amené à accomplir des gestes techniques ne requérant pas une qualification médicale ou paramédicale particulière et peut être consulté dans le cadre du suivi du projet personnalisé de scolarisation (PPS). Il existe deux types d'auxiliaires de vie scolaire : l'AVS individuel et l'AVS collectif (Tableau 8). Signalons l'élaboration en Ile-et-Vilaine d'un référentiel de fonction de l'emploi d'auxiliaire de vie scolaire, dans le cadre de la formation-action pour la professionnalisation des AVS conduite par le Collège Coopératif en Bretagne.

Aux côtés des AVS, un autre dispositif, les emplois de vie scolaire (**EVS**), apporte une aide au niveau de l'école ou de l'établissement qui accueille l'élève handicapé. En complément, des personnels recrutés sur des emplois de vie scolaire pour assurer les fonctions d'aide à l'accueil et à la scolarisation des élèves handicapés (**ASEH**) continueront d'être mobilisés préférentiellement en école maternelle pour faciliter la tâche des équipes pédagogiques accueillant de jeunes enfants handicapés. La circulaire n°2005-129 du 19-8-2005 a apporté d'utiles précisions en ce qui concerne le rôle des EVS (contrats d'accompagnement vers l'emploi) chargés d'assurer des fonctions d'aide à l'accueil et à la scolarisation des élèves handicapés (ASEH). A la différence des AVS, les ASEH constituent une aide attribuée à l'équipe pédagogique et non pas une aide individuelle apportée à l'enfant. De ce point de vue, ils s'apparentent aux AVS-co et non pas aux AVS-i. Ils sont attribués à une classe ou à une école et non pas auprès d'un enfant.

A la rentrée 2010, **1 053 élèves bénéficiaient d'un accompagnement par un AVS** en établissement scolaire contre 1 035 élèves à la rentrée 2008 et 388 à la rentrée 2003 (Tableaux 10, 11 et 12).

A cet effectif, s'ajoutent **2 220 élèves bénéficiant d'un accompagnement par un EVS-ASEH** (emplois de vie scolaire « accompagnement à la scolarisation des élèves en situation de handicap »)², contre 995 élèves à la rentrée 2008. Ces emplois relèvent de statut précaire : en effet, ils sont recrutés sous Contrat unique d'insertion, contrat largement inspiré du CAE (Contrats d'Accompagnement dans l'emploi).

Le développement des SESSAD et la scolarisation

Le soutien à la scolarisation individuelle ou collective peut également être apporté par un service d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD). Avec 2 257 places au 1^{er} janvier 2010, la

capacité des SESSAD représente en Bretagne aujourd'hui un tiers de l'offre du dispositif d'éducation spéciale (33 % en 2010 contre 24 % en 2002 et 12 % en 1993³).

La quasi-totalité des enfants suivis par un SESSAD bénéficiait en 2006⁴ d'une intégration scolaire (94 % des enfants suivis par un SESSAD, contre 91 % en 2001). Ces données seront prochainement actualisées par l'enquête ES au 31.12.2010 en cours de collecte auprès des établissements et services médico-sociaux.

• Les autres services d'accompagnement

N'oublions pas l'action des CAMSP, des CMPP, du secteur sanitaire, du secteur libéral et autres services qui apportent une aide personnelle au jeune handicapé et à sa famille. Les élèves disposent donc souvent d'un suivi médical ou médico-éducatif personnel, mais la structure scolaire n'a pas de partenaire identifié ou bien en a trop.

C – La scolarisation en établissement médico-éducatif ou hospitalier

Quand la situation de l'enfant ou de l'adolescent n'est pas compatible avec une scolarisation en milieu ordinaire (dans un établissement de l'Éducation nationale), il est orienté vers une structure médico-éducative ou hospitalière (sous tutelle du ministère de la Santé et des Solidarités) qui lui offre une prise en charge globale (scolaire, éducative et thérapeutique).

Au 1^{er} janvier 2010, la Bretagne disposait de 91 établissements médico-éducatifs, offrant 4 584 places (source : STATISS 2010). Au 31 décembre 2006⁵, près de 8 enfants présents dans ces établissements sur 10 étaient scolarisés. L'actualisation de cette enquête avec les données au 31 décembre 2010 permettra d'analyser l'impact de la loi 2005-102 sur la scolarisation en milieu ordinaire.

Le Décret n°2005-1752 du 30 décembre 2005 relatif au parcours de formation des élèves présentant un handicap introduit la notion **d'unité d'enseignement**⁶. Pour créer une unité, une convention doit être signée entre les représentants de l'organisme gestionnaire de l'établissement et l'Etat, représenté conjointement par le préfet de département et l'inspecteur d'académie. Le projet pédagogique de l'unité d'enseignement constitue un volet du projet d'établissement.⁷

³ Source : STATISS

⁴ Source : DRASS/DREES, enquête ES 06. Détail des modalités de scolarisation dans la publication A propos de ... n°28 de juin 2009.

⁵ Idem

⁶ Consacrée par le décret n°2009-378 relatif à la scolarisation des enfants, des adolescents et des jeunes adultes handicapés (JO du 4 avril 2009) et l'arrêté du 2 avril 2009 précisant les modalités de création et d'organisation d'unités d'enseignement dans les établissements et services médico-sociaux ou de santé pris pour l'application des articles D. 351-17 à D. 351-20 du code de l'éducation (BO n° 17 du 23 avril 2009)

⁷ Evolution des publics, adaptation des dispositifs : L'exemple des IME, IEM et IEAP. Exploitation de l'enquête réalisée auprès des IME, IEM et IEAP de Bretagne et Pays de la Loire dans le cadre des 5^{es} journées interrégionales IME/IEM/IEAP. CREA Bretagne. CREA Bretagne. A Propos de ...n°34, septembre 2010

² circulaire n°2005-129 du 19-8-2005

T9 : Fonctions et missions des auxiliaires de vie scolaire / emploi vie scolaire

	AVS I (individuel)	AVS Co (collectif)	EVS
Les fonctions	Aide individuelle à apporter à un enfant handicapé	Aide à une équipe éducative accueillant plusieurs élèves handicapés dans un même établissement, ou dans le cadre d'un dispositif collectif (CLIS, UPI)	Aide au fonctionnement des écoles et des établissements qui scolarisent des élèves handicapés.
Les missions et les interventions en concertation avec l'enseignant ou l'équipe pédagogique	- aide pour écrire ou manipuler le matériel nécessaire à/aux élèves - aide à l'installation matérielle spécifique de(s) élève(s) - aide aux tâches scolaires - participation aux sorties scolaires régulières ou occasionnelles - accomplissement de gestes d'hygiène ou manipulations ne requérant pas une qualification médicale ou paramédicale - collaboration au suivi des projets de scolarisation		- Aide à l'organisation pour l'accueil des élèves handicapés - Aide à l'équipe pédagogique - Aide à la scolarisation - Assister les enseignants - Aide à l'encadrement

Source : *Scolariser l'élève handicapé*. Jean-Marc LOUIS et Fabienne RAMOND. DUNOD. 2006.

T10 : Nombre d'AVS et d'EVS ASEH à la rentrée 2010

Dpt	AVS		EVS ASEH		Autre poste d'aide à l'intégration	Nb d'élèves suivis	
	Nb	ETP	Nb	ETP		Par AVS	Par EVS ASEH
IA 22	169 (114 public + 55 privé)	95 (63/32)	250 (227 public + 23 privé)	172 (157/15)	0	220	258
IA 29	163 (97 public + 66 public)	142 (85/57)	562 (369 public + 193 privé)	465 (339/126)	0	245	780
IA 35	220 (143 public + 77 privé)	168 (109/59)	667 (467 public + 200 privé)	454 (318/136)	0	315	859
IA 56	190 (104 public + 86 privé)	107 (59/48)	210 (130 public + 80 privé)	143 (88/54)	3	273	323
Académie	724 (458 public + 284 privé)	512 (316/197)	1 689 (1193 public + 496 privé)	1 233 (902/331)	3	1 053	2 220

Source : Rectorat d'Académie de Rennes au 27/09/2010

T11 : Nombre d'AVS et d'EVS ASEH à la rentrée 2008

Dpt	Nbre AVS	Nbre EVS ASEH	Autre poste d'aide à l'intégration	Nbre d'élèves suivis
IA 22	145	106 (90 Public + 16 Privé)	3,5	307 (223 par AVS et 84 par EVS)
IA 29	148	268 (203 Public + 65 Privé)	-	370 (225 par AVS et 145 par EVS)
IA 35	227	375 (281 Public + 94 Privé)	-	853 (333 par AVS et 520 par EVS)
IA 56	121	240 (158 Public + 82 Privé)	3 (privé)	500 (254 par AVS et 246 par EVS)
Académie	467,8	989 (732 Public + 257 Privé)	6,5	2 030 (1 035 par AVS et 995 par EVS)

T12 : Nombre d'AVS et d'EVS ASEH à la rentrée 2003 et à la rentrée 2007

Département	2003/2004		2007/2008			
	Nbre d'emplois d'AVS	Nbre d'élèves suivis par un AVS	Nbre d'emplois d'AVS (ETP)	Nbre d'élèves suivis par un AVS	Nbre d'emplois d'EVS ASEH	Autre poste d'aide à l'intégration
IA 22	37 ETP (38 postes)	64, dont 54 à temps partiel	74,5 dont 8 AVS co	173	68	1,5 moteurs + 1,5 visuel
IA 29	49	76 dont 63 à temps partiel	92,5	161 sur 273 notifications	72 + 36 en attente	3,5 AVS co (CLIS TA et UPI)
IA 35	91.25 ETP (111 postes)	203 dont 129 à temps partiel	146	256	279 (219 public : 60 privé)	
IA 56	29	45 dont 42 à temps partiel	68,5*	112	200 (106 public ; 94 privé)	2 **
Académie	306.25 ETP	388 dont 288 à temps partiel	381,5	702	619	

Sources : IEN-ASH des quatre départements bretons

FINISTÈRE : 273 octrois d'AVS notifiés par la CDAPH pour la rentrée 2007 ; 161 notifications exécutées par affectation des 92,5 AVS ; 72 notifications exécutées par affectation d'EVS-ASEH ; 40 notifications en attente d'exécution (par EVS-ASEH) (source : IEN-ASH 29)

MORBIHAN : * AVSi (dotation globale 85 ETP AVS – ASEN 1^{er} degré) ; ** accompagnement par ATSEM



Notons le développement au sein des établissements médico-éducatifs de la pratique de **classes délocalisées** où un ou des éducateurs et enseignants de l'établissement, avec les enfants ou adolescents qu'ils accompagnent, sont délocalisés dans une classe mise à disposition dans une école, un collège ou un lycée du milieu ordinaire.

Le secteur sanitaire, sous tutelle principale du ministère de la Santé et des Solidarités, accueille des enfants ou adolescents dont l'état de santé physique nécessite une hospitalisation durant une longue période : dans ce cas, l'enfant peut suivre une scolarité dans un hôpital ayant une fonction d'enseignement.

Perspectives

Ces dernières années ont vu la scolarisation en milieu ordinaire se développer, avec le développement des dispositifs de scolarisation collective (CLIS et ULIS), d'accompagnement à la scolarisation individuelle (AVS, SESSAD) ou encore, le développement de la scolarité partagée entre le milieu ordinaire et les établissements d'éducation adaptée et d'accompagnement médico-éducatif (IME/CLIS, IME/ULIS, ...) ou des temps de classe pour des enfants d'établissements médico-sociaux dans les locaux d'écoles ordinaires. Dans le cadre de la coopération (décret n°2009-378 du 2 avril 2009) entre établissements scolaires et établissements d'éducation adaptée, la signature des conventions constitutives des unités d'enseignement interrogera cette ouverture sur le milieu ordinaire.

Les modalités d'accompagnement à la scolarisation des enfants et adolescents handicapés feront l'objet d'interventions et de débats lors des journées organisées par le CREAL Bretagne en 2011 :

- lors des Journées interrégionales des IME, IEM et IEAP (Bretagne/Pays de la Loire) les 26 et 27 mai 2011 aux Sables d'Olonne « Créativité, expérimentations : (se) transformer » avec notamment une intervention intitulée « Vers un système scolaire inclusif » d'Hervé BENOIT, Inspecteur formateur à l'INS HEA, Rédacteur en chef de « La nouvelle revue de l'adaptation et de la scolarisation » et un atelier consacré aux articulations entre projet personnalisé de compensation (PPC), projet personnalisé de scolarisation (PPS) et projet individualisé d'accompagnement (PIA)

- lors des Journées régionales SESSAD les 24 et 25 novembre 2011 à Vannes, où seront présentées la recommandation de l'ANESM sur les SESSAD, un atelier sur les modalités de mise en œuvre de la mission « soutien à l'intégration scolaire ».

Au-delà de cette photographie, des données sur le devenir des sortants de dispositifs (CLIS, ULIS, SESSAD, établissements médico-sociaux) sont nécessaires à la compréhension des parcours, comme le demande le Collectif Handicap 35. Ce type d'étude constitue un enjeu pour l'observation régionale, un des axes de travail identifié par l'ARS dans le cadre du Schéma régional d'organisation médico-sociale (SROMS)

Pour en savoir plus ...

Evolution des publics, adaptation des dispositifs : L'exemple des IME, IEM et IEAP. Exploitation de l'enquête réalisée auprès des IME, IEM et IEAP de Bretagne et Pays de la Loire dans le cadre des 5^è journées interrégionales IME/IEM/IEAP. CREAL Bretagne. A Propos de ...n° 34, septembre 2010

Les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) en Bretagne. A Propos de ...n° 31, novembre 2009

La scolarisation des enfants et adolescents handicapés en Bretagne. 3^è édition. A Propos de ...n° 28, juin 2009

Le projet personnalisé de scolarisation. CREAL Rhône-Alpes (2010). Outil d'aide à la définition du PPS réalisé par un groupe de travail issu de la commission régionale permanente « Handicap et scolarité » animée par le CREAL

Projet personnalisé de scolarisation : mode d'emploi. La nouvelle revue de l'adaptation et de la scolarisation n° 44. janvier 2009

De l'intégration à la scolarisation des élèves handicapés : état des lieux et nouveaux besoins de formation des enseignants. Eclairage sur la situation européenne. Recherche réalisée pour l'UNSA éducation avec le concours de l'IRES. Rapport de recherche. Octobre 2008

La scolarisation des enfants et adolescents handicapés. DREES. Etudes et résultats. N° 564. mars 2007.

La scolarisation des enfants et adolescents handicapés. DREES. Etudes et résultats. N° 216. janvier 2003.

Les trajectoires institutionnelles et scolaires des enfants passés en CDES. DREES. Etudes et résultats. N° 580. juin 2007.

Loi du 11 février 2005 : évolution ou révolution ? La nouvelle revue de l'adaptation et de la scolarisation n° 39-novembre 2007

Scolariser l'élève handicapé. Jean-Marie LOUIS et Fabienne RAMOND. DUNOD 2006.

Intégrer l'enfant handicapé à l'école. Jean-Marie GILLIG. DUNOD 2006

Intégration des enfants handicapés en milieu scolaire. Rapport d'Yvan LACHAUD. Octobre 2003.

L'intégration scolaire des élèves en situation de handicap. CTNERHI. Dossiers professionnels documentaires n° 13 et 14.



CREAI de Bretagne - CS 60 615 – 35706 Rennes Cedex 7

Tél : 02.99.38.04.14 – Fax : 02.99.63.41.87 - Mail : creaibretagne@cegetel.net

Et retrouvez les informations du CREAL de Bretagne sur son site : www.creal-bretagne.org

Supplément à VRAC Info N°11-03 – ISSN 0298-4032

